



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Toulouse, le 23/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOUYER-LEROUX STRUCTURE (ex IMERYS TC**

L'Etablère  
49280 La Séguinière

Références : -  
Code AIOT : 0006802385

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement BOUYER-LEROUX STRUCTURE (ex IMERYS TC implanté 35 route d'Auch BP 333 31770 Colomiers. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUYER-LEROUX STRUCTURE (ex IMERYS TC
- 35 route d'Auch BP 333 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOUYER-LEROUX exploite une briqueterie sur le territoire de la commune de

COLOMIERS, commune du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine.

Le site relève de la directive sur les émissions industrielles et fait partie du système d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

L'actuel arrêté préfectoral (15 mai 2009) reflète une situation projetée d'un dossier de modification qui n'a pas été réalisée. Notamment, les lignes de fabrication COL 37 et le bâtiment associé n'ont pas été mis en place. Ainsi, tous les équipements annexes liés à cette unité n'ont pas été mis en place (pas d'installation de nettoyage avec solvant non plus).

L'unité rénovée COL 334 n'a finalement pas été réalisée.

A ce jour, l'unité COL 34 a été maintenue et améliorée.

Il en résulte que les tableaux des points de rejets atmosphériques et des rejets aqueux du site doivent être actualisés. Un dossier de porter à connaissance a été établi en 2020 et propose une version actualisée des tableaux. Toutefois, les échanges en salle le jour de l'inspection montrent que cette version doit être affinée par l'exploitant. La nouvelle version sera actée lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	VLE air	AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Emission des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/05/2023, article 4.3.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Contrôle d'étanchéité périodique, Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	contrôle d'étanchéité - fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Emissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Emissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1	Sans objet
4	Emissions de polluants	AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1	Sans objet
5	Efficacité énergétique	AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1	Sans objet
6	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.1.1	Sans objet
8	identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/05/2023, article 4.3.1	Sans objet
12	attestation capacité de l'entreprise	Code de l'environnement du 11/12/2024, article R543-78	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur 12 constats, l'inspection a relevé 5 non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : VLE air

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites en concentration
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société BOUYER LEROUX exploitant une briqueterie sise 35 rue d'Auch sur la commune de COLOMIERS est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>Valeurs limites en concentration (en mg/Nm<sup>3</sup>) dans les rejets atmosphériques du four :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 500 pour le monoxyde de carbone (CO) [article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009]</li> <li>• 50 pour les COVM [article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009]</li> <li>• 2 pour le formaldéhyde [article 27. 7 -c de l'arrêté ministériel du 02/02/98](...)</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de la visite nous constatons que selon le rapport bureau veritas du 23/07/2024, ref 351883390.2.R, les valeurs suivantes dans les rejets atmosphériques du four sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CO: 308 mg/Nm3</li> <li>• COv / 143.7 MG/nM3</li> </ul>

- Formaldéhyde: 7.89 mg/Nm<sup>3</sup>

Ainsi, la valeur mesurée de Formaldéhyde demeure supérieure à la valeur limite de 2 mg/Nm<sup>3</sup> conformément à l'article 27.7 c de l'arrêté du 02 février 1998, applicable à l'installation. Tandis que les valeurs mesurées de CO et COv sont conformes. Les autres résultats sont également conformes.

Par mail du 13/12/2024, l'exploitant transmet un plan d'action de retour en conformité. Il rappelle que l'installation devra à terme se soumettre aux exigences du futur BREF céramique qui verra à la baisse les valeurs limites actuelles. Il indique qu'une étude pilote (oxydation thermique) devrait être lancée en 2026/2027 sur leur site de St Martin des Fontaines en Vendée. L'exploitant ajoute que le contexte économique du secteur d'activité n'est pas favorable et que les investissements seront très importants. Il envisage la modification sur le four de Colomiers avec recirculation des fumées en 2030 et le laveur de fumées en 2031.

L'exploitant indique, par ailleurs, que la teneur en Formaldéhyde varie en fonction de la qualité de la terre utilisée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complètera son argumentaire en fournissant une étude technico-économique étayée, en s'appuyant sur les meilleures techniques disponibles. Un calendrier détaillé et raisonnable sera fourni dans l'étude pour garantir le respect des valeurs limites des émissions atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 2 : Emissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs cible en concentration

#### **Prescription contrôlée :**

(...) réalisation d'un plan d'action pour apporter les corrections nécessaires suite aux dépassements des valeurs cibles en COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) des émissions atmosphériques du four du site [article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009](...)

#### **Constats :**

Au cours de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan d'action demandé dans le cadre des dépassements des valeurs cibles en COVNM des émissions atmosphériques du four.

Comme indiqué dans le constat n°1, les valeurs en COv sont conformes dans le dernier rapport du bureau veritas.

Par mail du 13/12/2024, l'exploitant a fourni un plan d'action de retour en conformité du 13/12/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Emissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, programme d'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <ul style="list-style-type: none"><li>• Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques des installations à l'inspection des installations classées [article 9.1.1. de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009] (...)</li></ul>
<b>Constats :</b>  Par courrier du 28/11/2023, l'exploitant a transmis les résultats de surveillance des rejets atmosphériques. Il faut noter que les conduits de fumées de l'arrêté d'autorisation du 15/05/2009 sont obsolètes. L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 24/09/2020 pour informer l'administration de la modification. Ainsi, les conduits 5, 6, 7, 8, 12 et 13 ont été supprimés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Emissions de polluants**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration au registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <ul style="list-style-type: none"><li>• Déclaration, au registre national des émissions polluantes, des émissions de COVNM, dès que le seuil associé est atteint [article 4. de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008] (...)</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un fichier de suivi des analyses annuelles obtenues. Le directeur doit transmettre tout dépassement de la valeur autorisée. les consignes ont été ajustées en ce sens. Le fichier vu en inspection ne montre pas de dépassement pour l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>

(...)
 

- Réalisation du contrôle d'efficacité énergétique de la chaudière [article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2018.

**Constats :**

La chaudière Babcock d'une puissance de 1054 kW de 2010 fonctionne au gaz naturel. Le rapport DEKRA du 06/10/2023 n°1382705/2301 M001 indique un rendement de l'efficacité énergétique de 85 %. Ce rendement est conforme.

Le rapport vu en inspection du 16/09/2024 affiche un rendement compris entre 93 et 95 %.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 6 : Prélèvements et consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, prélèvements d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d’eau dans le milieu qui ne s’avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d’eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Bassin de récupération des eaux de ruissellement de la carrière	70 000
Eau souterraine	2 puits situés sur la partie Nord du site	430
Réseau public	Réseau communal de Colomiers	16 000

Les points de prélèvement sont équipés de compteurs. Un relevé des volumes prélevés est effectué toutes les semaines. Les enregistrements sont tenus à disposition de l’inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les prélèvements ont été modifiés et ont fait l'objet

d'un porter à connaissance du 24/09/2020. Il n'y a plus de prélèvement en eau souterraine. Un relevé des volumes est effectué toutes les semaines. L'exploitant présente un fichier de suivi. Nous relevons les volumes prélevés suivants pour l'année 2023:

- eau de ville: 11 153 m3
- eau brute (bassin de récupération des eaux de ruissellement de la carrière) : 19 734 m3

Ces volumes sont conformes au volumes autorisés.

L'exploitant indique avoir réalisé des travaux de recirculation sur le process et investit dans du nouveau matériel de refroidissement 100 % électrique.

Le ratio de la consommation d'eau sur la tonne produite est en constante diminution depuis 2019.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, plan des réseaux

#### **Prescription contrôlée :**

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux mais celui ci est incomplet. Seuls les réseaux sont indiqués.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir un plan des réseau conformément à l'article 4.2.2 de l'AP du 15/05/2009. Il fournira un exemplaire à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 8 : identification des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2023, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.3.1. Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux usées domestiques (sites Nord et Sud) ;</li><li>• les eaux de ruissellement des toitures, non polluées (sites Nord et Sud) ;</li><li>• les eaux de ruissellement des aires extérieures susceptibles d'être polluées (aires de distribution de fuel, aires de stationnement et de circulation des camions, aires de stockage ...), (sites Nord et Sud) ;</li><li>• les eaux de l'aire de lavage des camions (site Sud).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Comme pour les conduits de fumées, l'exploitant a réalisé des modifications des rejets des effluents aqueux. Les rejets EP site Nord et aires de stockage site nord ont été supprimés. Un porter à connaissance du 24/09/2020 précise cette modification. Les catégories d'effluents sont bien identifiés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Emission des eaux de ruissellement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2023, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux de ruissellement après épuration  
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies ci-dessous en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Paramètres	Concentration maximale	Concentration flux mini
MEST	35 mg/l	100 mg/l (< 15 kg / j)
DCO	125 mg/l	300 mg/l (< 100kg/j)
DBO5	30 mg/l	100 mg/l

Hydrocarbures totaux (norme NF 91.114)	10 mg/l	
Métaux totaux	10 mg/l	
AOX	0,1 mg/l	
Plomb (Pb)	0,3 mg/l	
Zinc (Zn)	2 mg/l	
Cadmium (Cd)	0,07 mg/l	
indice phénols	0,3 mg/l	
chrome hexavalent	0,1 mg/l	
cyanures	0,1 mg/l	
arsenic et composés	0,1 mg/l	

Ces paramètres pourront être modifiés en fonction des résultats obtenus lors des campagnes de mesures et après avis de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Le rapport bureau veritas du 29/04/2024 (Référence du rapport : 0979519 22182037 001 001 001) est présenté à l'inspection. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire CARSO accrédité COFRAC.

Les deux valeurs suivantes sont non conformes:

- point de rejet 2B( aire de lavage) ou le pH est de 8.9 pour une valeur limite de 8.5
- point de rejet 3C (aire de stockage, bassin carrière) ou le pH est de 9.2 pour une valeur limite de 8.5

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant met en place les actions nécessaires pour que ces rejets respectent les valeurs limites qui lui sont fixées, le prochain rapport d'analyses de ces rejets devra être conformes aux articles 4.3.7 et 4.3.9 de l'AP du 15/05/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rejet de l'aire de lavage</li> <li>• rejet de l'aire de stockage, bassin carrière</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Contrôle d'étanchéité périodique, Fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Parmi les équipements du site, le TGBT défilage est soumis à l'obligation de réaliser un contrôle périodique tous les ans (tonnage équivalent Co2 &gt; 5 )</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation du contrôle d'étanchéité.</p> <p>Par mail du 13/12/2024, l'exploitant a envoyé la fiche d'intervention 336396 de la société AGTHERM qui a réalisé le contrôle périodique d'étanchéité le 30/10/2024.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir la fiche d'intervention de 2023.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni la carte d'aptitude de l'opérateur et non pas l'attestation de capacité de l'opérateur délivrée par un organisme agréé.</p> <p>Un second équipement: climatiseur multi split maxibric est également soumis à l'obligation du contrôle d'étanchéité périodique. L'exploitant indique que le climatiseur n'est plus en service, mais il n'a pas été démantelé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira la fiche d'intervention du contrôle d'étanchéité de 2023 et l'attestation de capacité de l'opérateur délivré par un organisme agréé.</p> <p>L'exploitant justifiera du démantèlement du climatiseur multi split maxibric.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : contrôle d'étanchéité - fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité . Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. »
<b>Constats :</b>  Aucune vignette n'a été vu lors de la visite terrain sur l'équipement TGBT
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant apposera la vignette conformément à l'article 6 de l'AM du 29/02/2016
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : attestation capacité de l'entreprise**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/12/2024, article R543-78
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit contenant des fluides frigorigènes, par un opérateur remplissant les conditions prévues aux articles R. 543-99 à R. 543-107.
<b>Constats :</b>  La société AGTHERM qui est intervenu sur l'équipement TGPBT dispose d'une attestation de capacité N°420577 délivré par un organisme cofrac. Elle est valable jusqu'en juillet 2029.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite